



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
portant mise en demeure à l'encontre de la SCEA DU CHESNOT  
pour son élevage de porcs situé au lieu-dit « Le Chesnot »  
à BREAL-SOUS-MONTFORT**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, appelée directive IED ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

**Vu** le décret n° 2017-849 du 9 mai 2017 modifiant les dispositions réglementaires du code de l'environnement relatives aux installations mentionnées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 3660 (élevage intensif) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le préfet coordonnateur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le 6ème programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** la lettre instruction du préfet de région du 30 novembre 2010 ;

**Vu** l'arrêté d'autorisation n° 26368 du 18 mars 1996, modifié le 03 décembre 2004 et le 15 avril 2013, délivré à l'EARL JOUANOLLE pour l'exploitation d'un élevage de porcs au lieu-dit « Le Chesnot » à BREAL-SOUS-MONTFORT (35310) ;

**Vu** le récépissé de déclaration de succession n°28903 délivré le 01 mars 1999 à la SCEA DU CHESNOT pour l'exploitation de l'élevage sus-cité ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 mai 2021 ;

**Vu** le courrier en date du 03 juin 2021 par lequel le rapport d'inspection a été transmis à la SCEA DU CHESNOT par l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article L.171-6 de l'environnement en l'invitant à faire part sous 15 jours à M. le Préfet de ses éventuelles observations.

**Vu** le courrier du 23 juillet 2021 par lequel la SCEA DU CHESNOT a été invitée à présenter ses observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 28 juillet 2021 ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement du pétitionnaire, dans son dossier de réexamen IED du 22 juillet 2019, à procéder à la couverture des fosses à lisier de son élevage avant février 2021 ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de couverture des fosses à lisier constatée lors du contrôle du 17 mai 2021 ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des éléments de fait et de droit sus énoncés, la SCEA DU CHESNOT exploite une installation classée dans des conditions irrégulières au regard des prescriptions qui lui sont applicables et qu'à ce titre elle remplit les conditions de mise en œuvre à son encontre des sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la SCEA DU CHESNOT n'a formulé aucune observation sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 : Objet de l'arrêté**

La SCEA DU CHESNOT en sa qualité d'exploitant de l'élevage de porcs situé au lieu-dit « Le Chesnot » à BREAL-SOUS-MONTFORT (35310) est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté, comme le prévoient les articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement :

#### **- dans un délai de six mois :**

- de respecter l'engagement pris dans le dossier de réexamen IED du 22 juillet 2019 concernant la réduction des émissions d'ammoniac dans l'air lors du stockage de lisier en fosse ;
- de respecter le point II de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui stipule que "Au plus tard le 21 février 2021, l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I."

### **Article 2 : Sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

### **Article 3 : Publication**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de deux mois, conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'inspecteur de l'environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCEA DU CHESNOT et dont une copie sera adressée au maire de BREAL-SOUS-MONTFORT.

Fait à Rennes,

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

Le 09/08/2021

A blue ink signature, appearing to be 'L. GUILLAUME', written in a cursive style.

Ludovic GUILLAUME